

Nous sommes l'Europe

Aujourd'hui l'Europe n'est plus seulement un sujet de relations internationales. Ce qui se décide au niveau européen a des conséquences concrètes pour les citoyens dans tous les domaines de la vie courante. Cependant dans notre parti l'Europe est trop souvent reléguée à une entité détachée des politiques publiques nationales au profit de l'échelon supra-national. Bénéficiant d'une dynamique historique, qui consacre la victoire institutionnelle de la gauche en France et qui préfigure des bouleversements politiques majeurs en Europe, le parti socialiste doit renouveler complètement son orientation en matière européenne. Pour se faire cette contribution, qui se place dans une dynamique pan-européenne des partis socialistes et sociaux démocrates européens et principalement de leurs bases se veut apporter des éléments programmatiques concrets pour pérenniser un mouvement européen qui a maintenant une opportunité historique d'éclorre dans un terreau français propice.

Une nouvelle stratégie européenne

Environ 25% des dispositions législatives adoptées par le Parlement comportent un ou plusieurs articles transposant des dispositions d'origine communautaire. Cela implique que l'Europe n'est pas simplement une échelle supplémentaire des relations internationales mais bien une partie non négligeable de la législation dans notre République française. A ce titre, la gouvernance européenne au sein du parti socialiste comme au sein de l'État nécessite d'être considérablement réorientée. La présence d'un ministre chargé des relations européennes ou d'un secrétaire national à l'Europe est un progrès qui reste insuffisant. Il faut franchir le pas de l'intégration européenne et ainsi, à titre d'exemple, instituer au sein du parti socialiste un secrétariat national aux affaires européennes de plein exercice et distinct de celui des affaires internationales.

Cette proposition concrète relève d'une réalité qui est l'impact de plus en plus global de l'action européenne aujourd'hui. Aujourd'hui elle a deux conséquences évidentes : l'interpénétration des économies et l'interpénétration des sociétés civiles dans l'Union européenne. L'interpénétration des économies européennes signifie l'impossibilité de déconnecter les effets des différentes politiques économiques nationales : par exemple, la politique de déflation salariale, de l'Allemagne depuis le Chancelier Schröder est une des causes principales de la crise de la dette européenne. Il faut donc à ce titre envisager une communautarisation des politiques économiques en renforçant la politique de cohésion territoriale et en bâtissant une nouvelle politique de concurrence qui exclut du champ de la concurrence les normes fiscales et sociales. Cela nécessitera des transferts de souveraineté économique supplémentaires et la refonte du système de décision européen : le Parlement européen et les Parlements nationaux deviendraient tout aussi souverains que le Conseil de l'Union européenne. L'interpénétration des économies doit donc être maintenant acceptée et actée politiquement. De fait un gouvernement économique européen doit voir le jour et se voir transférer en majorité les compétences des

ministres de l'économie nationale. En contrepartie il doit être soumis au contrôle parlementaire national et européen.

En directe conséquence de l'interpénétration des économies, une progressive mais aujourd'hui évidente interpénétration des sociétés civiles a aussi vu le jour. Tous les mouvements publics, qu'ils soient syndicaux, politiques, associatifs ou communautaires s'étalonnent aujourd'hui à l'échelle européenne. Une action publique en Allemagne, une décision de justice soutenue par des associations en France, un tremblement de terre en Italie ou une grève de la faim en Pologne aura immédiatement des répercussions au niveau national de chaque pays membre de l'Union, ne serait-ce que par les médias qui les premiers ont fait de l'Europe un nouvel horizon national. Même si la culture conserve une dimension nationale, l'Europe n'est plus l'étranger. Elle est devenue une réalité tangible et un espace de libre circulation quasiment indissociable du territoire national.

A ce titre les orientations prises par le parti socialiste à l'occasion de son congrès national auront des influences majeures sur les autres partis et sur l'orientation politique qu'ils pourront prendre dans les prochaines années. Dans cette optique le congrès national d'un parti membre du parti socialiste européen (PSE) ne concerne plus uniquement les membres du parti national en question, mais bien l'ensemble des militants des partis frères européens. Pour cette raison et afin de favoriser l'émergence d'une véritable feuille de route européenne dans chaque parti membre, cette contribution sera présentée aux congrès nationaux et signée dans un premier temps, ne serait-ce qu'à titre symbolique, par les camarades des partis frères. A l'occasion de la première présentation de cette contribution thématique, l'ensemble de la coordination allemande des militants du parti socialiste européen s'est officiellement engagé sur ce texte. Ce fort symbole d'une famille socialiste et social-démocrate unie en Europe se veut être le témoignage concret de cette interpénétration des sociétés civiles et du rôle moteur que la France et son parti socialiste doivent prendre à l'occasion de ce moment historique. L'Europe n'est pas ses institutions, l'Europe n'est pas l'euro, l'Europe est d'abord ses citoyens, l'Europe c'est nous.

Au-delà de la bonne conscience : l'action européenne

Si une longue introduction a permis de rappeler la réalité d'une interpénétration totale des politiques publiques en Europe, elle permet également de se rappeler que le combat des socialistes et sociaux-démocrates ne peut être pérenne que s'il regroupe l'ensemble des acteurs qui sont les proies de l'injustice. Le 21ème siècle ayant agrandi la taille de l'arène de l'injustice, il ne suffit plus simplement de parler d'Europe : il est aujourd'hui nécessaire de porter systématiquement tous nos combats politiques au niveau européen. Sans cela, toute politique de progrès et de développement humain sera condamnée à rester à un niveau déclaratoire. Nous avons le devoir d'ouvrir pleinement notre horizon politique à celui de l'horizon européen. A ce titre, cette contribution propose ci-après des éléments d'action concrets, pour commencer à faire vivre l'Europe au sein du parti socialiste français.

Éléments structurels :

1. Le secrétariat national aux affaires européennes du parti doit être détaché du secrétariat aux affaires internationales. Le secrétaire national aux affaires européennes doit réunir les secrétaires fédéraux chargés de l'Europe et les représentants des city groups plusieurs fois par an. Ces réunions doivent permettre de fédérer les initiatives locales et d'organiser des manifestations européennes et nationales.

2. Les délégués au congrès du PSE doivent être désignés par le congrès national sur le même mode que les délégués nationaux, en respectant la représentation des motions.

3. Le parti socialiste s'engage à favoriser :

- La création de secrétariats fédéraux aux affaires européennes dans chaque fédération, distincts des questions internationales.
- L'émergence de 'city groups' du PSE et de sections transfrontalières
- Les campagnes européennes de terrain et notamment celles visant à adopter des initiatives populaires européennes.
- La communication entre les militants des partis socialistes et socio-démocrates européens, à tous les niveaux possibles.
- L'organisation régulière, de séminaires de formation sur les questions européennes.

4. Pour les prochaines élections européennes, le parti socialiste s'engage à:

- désigner les candidats en concertation avec le PSE et en incluant des candidats qui incarnent la diversité européenne.
- faire en sorte qu'à l'avenir, un député européen ne pourra être désigné candidat à l'Assemblée nationale ou au Sénat avant l'arrivée à terme de son mandat européen.
- mettre en place des primaires européennes afin de désigner le candidat des socialistes européens à la présidence de la Commission européenne
- promouvoir le programme commun des socialistes pour les prochaines élections européennes, en renforçant les procédures qui permettent aux adhérents de contribuer à sa rédaction et de participer à sa validation démocratique.

Éléments programmatiques :

1. Le parti socialiste reconnaît la nécessité fondamentale d'inscrire son action politique dans une démarche européenne. Le parti socialiste français perçoit l'intensité historique de la victoire de François Hollande et anticipe les bouleversements institutionnels importants au niveau européen que la nouvelle présidence française va impulser. Il déclare soutenir le projet fédéral européen et reconnaît que sans une organisation collective supra-nationale aucun changement économique et social ne pourra se produire en Europe. Il renoue ainsi avec le discours de Jean Jaurès, fédéraliste et pacifiste européen de la première heure.

2. Le parti socialiste est conscient que la frontière nationale représente de moins en moins une

réalité juridique et administrative. Néanmoins il est conscient que la citoyenneté est une réalité humaine et historique longue à bouger. Il œuvre pour un approfondissement conséquent de la notion de citoyenneté européenne. A ce titre, le parti socialiste demande que les symboles de l'Europe soient dans tous les pays rendus obligatoires sur tous les documents officiels y compris les papiers d'identité nationaux, et que la mention de la nationalité soit accompagnée de la mention "Union Européenne" sur tous les documents officiels dans tous les pays de l'union

C'est en donnant une nouvelle priorité à notre travail collectif sur la question européenne, en adaptant nos structures pour que cette priorité soit donnée une forme concrète et en nous engageant à favoriser des initiatives européennes à tous les niveaux de notre organisation que nous pourrons créer la dynamique politique et les réseaux militants nécessaires pour affronter l'échéance majeure de 2014 dans de bonnes conditions.

Le débat européen se nourrit des idées partagées mais a aussi besoin de volontarisme. Le parti socialiste français a une chance historique d'être précurseur sur cette voie européenne tant attendue. C'est le sens de notre engagement.